

**Forum La science en français au Québec et dans le monde – Entre richesse et rayonnement**  
**26 et 27 avril 2023, Montréal, Québec**  
**Organisé par les Fonds de recherche du Québec**

---

**Résumé de l'intervention de Paul de Sinety**, délégué général à la langue française et aux la langue de France (ministère de la Culture français) à propos d'une stratégie francophone de découvrabilité des sciences et des savoirs.

-----

Lancé en mars 2018, le plan d'action du Président de la République française, « Une ambition pour la langue française et le plurilinguisme », plaçait l'innovation comme exigence majeure. La délégation générale à la langue française et aux langues de France (DGLFLF), « chargée d'animer et de coordonner la politique linguistique du gouvernement », avait la responsabilité de plusieurs mesures concrètes. Il s'agissait notamment du portage du *Dictionnaire des francophones* – objet numérique et scientifique livré en mars 2021 –, de contribuer à la création de la future Cité internationale de la langue française au château de Villers-Cotterêts, et de permettre au français de demeurer, dans la mondialisation, une grande langue internationale vivante et adaptée aux réalités les plus contemporaines.

L'impulsion du plan présidentiel a permis de renouveler nos politiques publiques visant à conforter la présence de la langue française dans tous les secteurs de la société, en particulier dans les mondes scientifiques, de l'enseignement supérieur et la recherche où la situation, reconnaissons-le, est la plus critique.

Les mécanismes de la production et de la diffusion scientifiques, largement unilingues et anglophones, ont en effet des conséquences défavorables sur l'appréciation et la prise en compte des savoirs et des connaissances élaborées en d'autres langues, et d'abord en français.

Dans le domaine des sciences dites dures, les sciences formelles et expérimentales, la prédominance de l'anglais est une réalité qui a été construite : les plus grandes banques de données, et celles qui font référence dans le monde universitaire, ont privilégié les données produites en langue anglaise. Ces bases qui permettent un comptage des publications et des citations fonctionnent aujourd'hui autant comme outils de la recherche documentaire que comme instrument pour l'évaluation des scientifiques, des équipes, des laboratoires et des institutions de la recherche. La recherche francophone est sous-estimée par ce dispositif qui pousse les chercheurs à se mettre en conformité linguistique par un recours exclusif à l'anglais.

La science ne se résume pas au seul moment de la publication. L'activité scientifique, la vie des laboratoires et les échanges entre collègues, dépassent ce cadre restreint et font apparaître un multilinguisme persistant, résistant même, où le français doit conserver toute sa part.

Les gouvernements du Québec et de la France estiment donc crucial d'agir pour conserver à notre langue commune son rôle dans la conversation scientifique mondiale et son statut de grande langue internationale de transmission et de partage. Ils agissent de concert dans des actions terminologiques pour actualiser les lexiques scientifiques et techniques en langue française. Devant le besoin d'une appropriation plus aisée des contenus scientifiques par les étudiants et les chercheurs de toute la Francophonie, le Québec et la France sont convenus d'une intervention conjointe pour rendre les sciences et les savoirs plus accessibles. Rappelons à ce propos l'Initiative d'Helsinki de 2019 sur le multilinguisme de la production savante, qui affirme l'importance des langues natales pour garantir l'ancrage social des savoirs scientifiques et la pluralité des systèmes de pensée.

Nos gouvernements jugent donc nécessaire de renforcer le rayonnement international des productions scientifiques en langue française. Ils sont pour cela déterminés à conduire un ensemble d'actions favorisant la découvrabilité des contenus scientifiques francophones, c'est-à-dire visant d'une part à améliorer leur visibilité et leur repérage sur la toile, et d'autre part, à développer des dispositifs de recherche documentaire, de publication et de diffusion plurilingues qui permettront d'y renforcer et d'accroître leur présence. Ces actions, qu'il appartiendra à une mission conjointe France-Québec de préciser, s'inspireront des acquis de la mission découvrabilité issue de la 20<sup>e</sup> Rencontre alternée des premiers ministres. La question de l'enrichissement des contenus par des métadonnées y est centrale et ce processus nécessaire pourra se systématiser avec l'aide des outils de l'intelligence artificielle. La traduction automatique neuronale qui a fait récemment des progrès fulgurants offre des possibilités nouvelles de génération de version francophones de contenus allophones et réciproquement ? Ces outils de traduction automatiques, si on les spécialise, seront un atout décisif pour mettre en circulation des contenus francophones et plurilingues. C'est toute la stratégie de communication scientifique qui en sera affectée. La DGLFLF, en lien avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, soutient d'ores et déjà la création d'un prototype de plateforme ouverte de traduction semi-automatique spécialisée.

Mais de mon point de vue, l'enjeu d'une découvrabilité des sciences et des savoirs au bénéfice de tous les francophones impose tout autant de favoriser la découvrabilité des sciences et des savoirs produits en langue française que la découvrabilité en français des sciences et des savoirs produits en toutes langues. Il y a lieu d'explorer ces questions ensemble, par des développements communs et des actions spécifiques adaptées à nos environnements institutionnels respectifs. Cette démarche pluriannuelle est à même de susciter l'intérêt et l'engagement des acteurs publics et privés de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la diffusion des connaissances, mais aussi des enseignants et des chercheurs dont la participation personnelle conditionnera le succès de l'entreprise.

Plus largement encore, ces actions trouveront leur plein développement au cœur d'une stratégie globale qui vise à renforcer la présence du français dans le domaine du numérique et des technologies des langues. A ce propos, le Sommet de la Francophonie à Djerba en 2022 a confirmé comme un engagement prioritaire, la promotion d'un espace numérique francophone. Le Sommet de 2024, à Paris et à Villers-Cotterêts, doit permettre de mobiliser fortement les acteurs pour des réalisations opérationnelles, au besoin sous l'impulsion commune de la France et du Québec, en lien avec l'opérateur concerné, l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF). S'agissant de l'articulation entre langues et numérique, la DGLFLF dispose de longue date d'une expertise spécifique, et en particulier sur la question du traitement automatique des langues, par des dispositifs d'intervention, d'appel à projets et de coopération avec l'ensemble des acteurs du domaine, au plan national comme européen. La future Cité internationale de la langue française (CILF) est le projet phare qui concrétise cette stratégie. Pensée comme un « laboratoire de la F/francophonie », la CILF a vocation à être à l'avant-poste des enjeux prospectifs liés à l'évolution de la langue française, de son apprentissage, de sa pratique et de sa diffusion. Dans ce projet global auquel participe depuis l'origine le gouvernement du Québec, la DGLFLF porte un volet décisif avec l'ambition de créer un Centre de référence international pour les technologies des langues en vue de donner l'impulsion nécessaire aux nombreux acteurs académiques et industriels du domaine pour se fédérer et créer une synergie fructueuse, permettant de conforter le rayonnement du français et de la francophonie dans les espaces et constructions numériques à venir.

C'est bien à un véritable changement d'échelle que j'appelle, et la mise place d'un espace scientifique francophone, réceptacle virtuel et d'accès libre des ressources linguistiques et numériques développées et rassemblées dans le cadre de la démarche de découvrabilité devrait y contribuer

largement. Un espace scientifique francophone doit permettre de dépasser le stade de la collection d'outils pour donner corps à des pratiques nouvelles et des coopérations renforcées parmi les chercheurs, les enseignants et les étudiants francophones. Les pays francophones et la Francophonie institutionnelle y auront toute leur part : la stratégie ambitieuse de Francophonie scientifique élaborée depuis 2021 par l'Agence Universitaire de la Francophonie entre en parfaite harmonie et complémentarité avec les perspectives que nous venons de développer.

Pour répondre à l'évolution rapide des technologies et des usages, à l'accélération de l'intégration numérique à l'échelle mondiale, la francophonie numérique doit suivre et accompagner la trajectoire d'expansion de la langue française dans le monde en s'adaptant aux nouveaux défis de la promotion de la diversité des expressions culturelles, intellectuelles et scientifiques en ligne.